

# 7 Jours Filpac CGT

n°189 – mardi 10 janvier 2012

**L'heure serait à l'attente passive.** Les syndicalistes et les salariés devraient rester spectateurs de leur propre sort, quand les mesures les frappent en permanence et de façon unilatérale. Pour la Filpac CGT, l'heure n'est pas à la résignation. C'est pourquoi, malgré le vent mauvais qui souffle des grands médias et les stratégies de communication-spectacle des uns et des autres, elle continue d'avancer ses propres analyses et réponses, sur la base des mandats du congrès national de novembre 2011

## Le 18 janvier ? Un 3<sup>e</sup> plan d'austérité !

### Les deux premiers en 2011, l'un fin août l'autre en septembre ?

- Aggravation de la contre réforme des retraites par l'accélération de son application ;
- Pression fiscale accrue sur les titulaires de contrats mutuelles santé ;
- Réduction de l'indemnisation pour arrêt maladie ;
- Déremboursement massif de médicaments ;
- Indexation de certaines allocations sociales sur le PIB ;
- Alourdissement de l'impôt direct par le gel des seuils ; beaucoup de salariés modestes deviennent imposables ;
- Police des salaires par la hausse générale de la TVA.

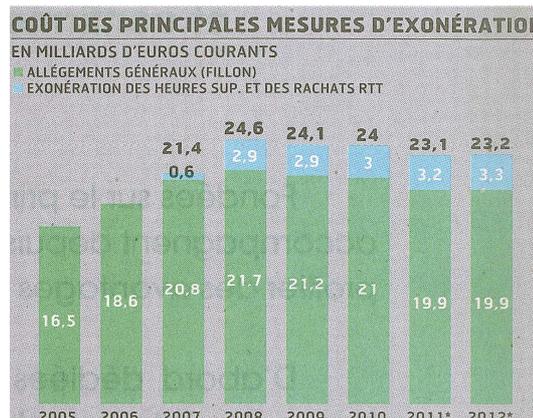
La cohérence de la politique est limpide : attaquer le socle de protection sociale, faire régresser les salaires, se servir de l'impôt comme une arme contre les classes populaires. Pourquoi ? « Faire baisser le coût du travail » ? Non, faire payer la crise aux actifs, retraités, chômeurs, jeunes et seniors.

Pendant ces deux premiers plans, aucune mesure n'a été prise contre la spéculation ou contre les mécanismes financiers qui provoquent et nourrissent la crise. Les scandales des laboratoires ont beau se multiplier (au Médiateur de Servier succèdent les prothèses PIP), en toute impunité les laboratoires engrangent les profits.

### Et maintenant, la fable de la TVA sociale

#### 1. TVA sociale, en quoi est-ce une fable ?

- « Réindustrialiser la France », pendant que le gouvernement et le patronat continuent de l'étriller ? SeaFrance, Pétroplus, Comareg, M Real, UPM Kyménée... La ficelle est grosse.
- Une partie des entreprises ne payent déjà plus de cotisations de Sécurité sociale. Les entreprises bénéficient d'ores et déjà d'une exonération totale au niveau du SMIC et qui devient décroissante jusqu'à 1,6 SMIC.
- Le montant des exonérations de cotisations (cf tableau) accordées aux patrons est colossal. Il s'agit de passer des exonérations partielles à une exonération totale des cotisations patronales.



## 2. La TVA sociale repose sur un mensonge honteux : le travail serait un coût !

Les spéculateurs, depuis des années, nous ont fait croire, et peut-être le croient-ils eux-mêmes, au boniment suivant : « **la fortune vient en dormant** ».

- Il suffirait de lancer des capitaux dans la sphère financière pour que de la valeur soit créée. Ainsi le capitalisme s'émanciperait du travail humain. Alors, pourquoi la crise ? Pourquoi des milliards de millions sont détruits dans les mécanismes spéculatifs si les transactions financières avaient trouvé la pierre philosophale, qui transforme non pas le plomb en or mais la monnaie en valeur ?
- Seul le travail humain crée plus de valeur qu'il n'en a coûté ! Pour un spéculateur, le travail humain est une gêne : les capitaux sont là pour se multiplier. Quel poids, ces salaires,... Ne dit-on pas que « **l'argent travaille** ». Tout au plus l'économie casino lui assure une reproduction de lapin. Mais le travail humain, rémunéré par un salaire, va créer de la valeur par la créativité du salarié, qui va apporter une valeur ajoutée à sa production, qu'elle soit manuelle ou intellectuelle.  
Sauf que, bien entendu, le salarié veut un salaire décent, et une protection sociale digne de ce nom ! C'est ça qui devient intolérable à nos capitalistes dans une crise sans issue pour eux !
- Ce que veulent les patrons, c'est ne plus payer leurs parts de cotisations, qu'ils appellent des « charges ». Bien sûr que ça leur fait mal d'être contraints de participer à l'effort social de la Nation, s'agissant de la maladie, de la vieillesse, de la famille, du chômage. Ils pensent avoir le rapport de forces pour casser définitivement ce que le Conseil national de la Résistance avait réussi à inscrire dans la Constitution, la sécurité sociale et son financement paritaire employeur-salarié.
- La TVA sociale n'est rien d'autre qu'un transfert des cotisations patronales allouées à la Sécurité sociale et ses différentes branches vers les consommateurs, qu'ils soient imposables ou non, actifs ou chômeurs, précaires, jeunes ou retraités, pauvres ou salariés.
- Le but patronal est de faire payer aux classes populaires les frais de la concurrence avec les salariés des autres pays. Comme le patronat ne peut plus compter sur une dévaluation de la monnaie – l'euro est européen – pour doper les ventes à l'exportation, il veut imposer de charger la valeur de ses cotisations sur les épaules des travailleurs.

### Les cotisations sociales nécessaires à la protection sociale :

	PATRONALES	SALARIALES
SÉCURITÉ SOCIALE	30,5 %	7,5 %
DONT : ASSURANCE MALADIE	12,8 %	0,75 %
VIEILLESSE	9,9 %	6,75 %
ALLOCATIONS FAMILIALES	5,4 %	
ACCIDENTS DU TRAVAIL	2,4 %	
UNEDIC	4,0 %	2,4 %
ARRCO-AGIRC	6,0 %	3,0 %
AGFF	1,2 %	0,8 %
FNAL	0,5 %	
CSA	0,3 %	
CSG		7,5 %
CRDS		0,5 %

### Que revendiquer ?

- Mettre fin aux exonérations de cotisations patronales des entreprises réalisant des profits ;
- Augmenter la part patronale par une taxe frappant les transactions financières ;
- Corriger par la progressivité de l'impôt les inégalités creusées par les dividendes, jetons de présence, sursalaires, retraites chapeau perçus par le grand patronat, et spécialement le patronat financier.
- Développer la Sécurité sociale par la création d'emplois correspondant à des travaux utiles pour la collectivité (construction de logements, d'hôpitaux, d'écoles, de biens collectifs d'équipement ;
- Taxer les marchands d'armes par un prélèvement spécial santé.